



Un rapport accablant dénonce l'état des routes de France

L'effondrement d'une partie du viaduc de Gennevilliers sur l'A15 est symptomatique de l'état d'urgence du réseau routier en France, a tweeté la ministre des Transports Élisabeth Borne. Sur les 12 000 km d'autoroutes et de routes nationales non concédées, 17 % du réseau présente un état de dégradation plus ou moins important, et 7 % des autres infrastructures (ponts, tunnels) nécessitent des travaux de rénovation. 47% pour cent des accidents de la route sont liés à leur mauvais état. La raison de ce désastre : 30 % de baisse du budget de maintenance des routes en sept ans. Il faudrait maintenant que l'État consacre 1 milliard d'euros par an à ses routes jusqu'en 2037.

Source : [le JDD \(21 juillet\)](#)

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Le premier point qui vient à l'esprit est le manque de ressources budgétaires : rappelons que l'appartenance de la France à l'UE coûte au bas mot 9 à 10 milliards d'euros par an en coût direct, car la France est contributrice nette au budget de l'Union. Et un Frexit rapporterait aussi plusieurs dizaines de milliards d'euros en gains indirects (par exemple, coût des directives pour les entreprises). Le second point est un schéma qui se répète. Pour tuer un service public, il « suffit » de couper le robinet budgétaire et de faire constater à la population combien ce service public fonctionne mal. Par comparaison, la population va donc constater combien le service privé fonctionne bien (les autoroutes concédées dans ce cas), et plébisciter à terme la privatisation complète de ce service public (généralisation des routes gérées par le secteur privé).

France

Assises du transport aérien : le cadeau du gouvernement à Emirates

La compagnie Emirates va pouvoir augmenter ses fréquences entre Dubaï et la France en récupérant des droits non utilisés de la compagnie Etihad. Il s'agit peut-être de remercier la compagnie pour l'achat récent d'A380. Pourtant, la France se met en porte-à-faux par rapport à des directives européennes interdisant cet octroi et risque des sanctions. Le président du Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) dénonce un manque total de stratégie de la part du gouvernement français.

Source : [SNPL \(20 juillet\)](#)

D'une pierre deux mauvais coups : d'une part, ce cadeau ne peut que gêner Air France, qui opère sur cette route ; d'autre part, comment Macron compte-t-il avoir de la crédibilité dans l'UE qu'il défend s'il agit à l'encontre des directives européennes ?

Le Bon coin, BlaBlaCar : les revenus des particuliers bientôt taxés

Le texte du gouvernement contre la fraude fiscale, qui arrive à l'Assemblée cette semaine, prévoit de taxer les revenus des particuliers perçus sur les plateformes d'économie collaborative comme BlaBlaCar ou Le Bon Coin. La mesure pénaliserait les faibles revenus et ferait fuir 67 % des utilisateurs.

Source : [le JDD \(22 juillet\)](#)

Encore une nouvelle mesure qui va toucher directement les Français au portefeuille... sauf bien sûr les plus aisés qui ont peu recours à ces plateformes.

Violences sexuelles : les mineurs devront continuer à prouver qu'ils n'étaient pas consentants

Lundi, en commission mixte paritaire, les élus La République en marche et Les Républicains se sont mis d'accord sur un texte très éloigné de l'ambition initiale de la réforme. Le projet de loi doit à présent faire l'objet d'une nouvelle lecture dans chaque chambre pour pouvoir être adopté.

Source : [la Croix \(25 juillet\)](#)

La protection maximale des mineurs contre les violences sexuelles ne devrait-elle pas être une évidence ?

Croissance, chômage : des chiffres plus mauvais que prévu pour le gouvernement

Croissance ralentie, chômage qui repart à la hausse : le gouvernement d'Édouard Philippe fait face à ses premières

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
difficultés économiques.

Source : [le JDD \(27 juillet\)](#)

Rappelons-nous : il y a encore quelques mois, on nous expliquait que tout allait beaucoup mieux. Patatras, c'est encore raté ! Bien entendu, les vraies explications restent cachées au grand public. Euro trop cher, flot continu de délocalisations ([art. 63 du TFUE](#)), profusion de directives venant pénaliser les PME, abandon par l'État des secteurs stratégiques (Alstom, EDF...) : comment les choses pourraient-elles en être autrement ? Le Frexit, vite !



Édouard Philippe (pour rappel, Premier ministre de la France).

Minima sociaux : le nombre de bénéficiaires grimpe toujours

Au premier trimestre 2018, la prime d'activité (lancée en janvier 2016 pour remplacer le RSA-activité et la prime pour l'emploi) a été versée à 2,61 millions de foyers français, soit 4,2 % de plus qu'au premier trimestre de l'an passé.

Source : [le Point \(25 juillet\)](#)

La France s'appauvrit à vitesse grand V sous le joug de la construction européenne « qui protège ». Il suffit de regarder la Grèce pour savoir quelle est la direction que prend la France, sans tomber dans le panneau de la propagande médiatique qui voudrait nous faire croire que les armateurs grecs sont responsables de la situation.

France – Contrôle de masse

Le rapport public qui veut enterrer les pièces et les billets

Dans son rapport remis à Matignon, le comité Action publique 2022 propose de mettre fin aux espèces. Une manière de lutter contre la fraude fiscale et le grand banditisme. Mais aussi de contrôler ce que font les Français de leur argent.

Union Populaire Républicaine | UPR

L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro
Source : [Valeurs actuelles \(25 juillet\)](#)

La volonté de traçage généralisé de toute activité des citoyens français est un motif de préoccupation majeur. Pour l'UPR, la monnaie physique est incontournable, non seulement pour la liberté de payer sans passer par les banques, mais aussi pour la symbolique qu'elle représente pour tout un peuple. L'UPR a déjà prévu les [nouveaux billets en francs](#) qui seront introduits à la suite de la sortie de l'euro.



À Paris, porte-clef connecté obligatoire pour les élèves d'un collège-lycée

Un badge Bluetooth impératif au ceinturon de chaque élève. Voilà l'annonce faite par le collège-lycée Rocroy-Saint-Vincent-de-Paul, un établissement catholique parisien. L'initiative est jugée inacceptable par certains élèves, qui sont les principaux concernés et qui rappellent qu'ils ne sont « pas des objets ».

Source : [Next INpact \(23 juillet\)](#)

Des objets, des animaux ou des robots : via la surveillance généralisée, voilà ce que peut devenir une grande partie de l'humanité si nous n'y prenons pas garde. Ce porte-clef Bluetooth peut être vu comme une étape sur le chemin de la puce RFID implantée sous la peau (encore plus pratique ?). Pour rappel, une fois au pouvoir, l'UPR souhaite obtenir une interdiction internationale du puçage des êtres humains.

Vidéosurveillance excessive : mise en demeure de l'Institut des techniques informatiques et commerciales (ITIC)

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) rappelle à l'ITIC qu'elle considère comme

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
excessif tout système de vidéosurveillance qui revient à placer des salariés ou des étudiants sous surveillance constante.

Source : [CNIL \(24 juillet\)](#)

Il était à un moment question de "dépeussier la CNIL", en gros de la réduire à quasiment rien. Cet exemple prouve que le gouvernement devrait au contraire tout faire pour la préserver, car elle défend quand même un peu les libertés publiques, même si elle ne le fait que bien mollement.

France – Affaire Benalla

Appel de François Asselineau aux parlementaires d'opposition pour qu'ils engagent l'article 68 de la Constitution

Même si les chances de destitution du président sont quasi nulles du fait de la composition des assemblées, le lancement de cette procédure parfaitement républicaine est le seul et unique moyen pour faire cesser le climat d'impunité totale et pour rappeler à l'ordre le chef de l'État sur ses responsabilités vis-à-vis du peuple souverain. Seul le lancement de l'article.68 permettra d'enrayer le favoritisme, la corruption et les dérives délictueuses et mafieuses qui salissent l'Élysée et la République. À cet égard, **les motions de censure du gouvernement prochainement présentées par FI et LR sont absurde puisque « l'affaire Benalla » ne relève justement pas de la responsabilité du gouvernement ! C'est la responsabilité du président de la République qui est ici directement en cause, comme l'a reconnu M. Macron lui-même.** Dont acte et donc mise en œuvre nécessaire de l'article 68 de la Constitution.

Source : [UPR \(25 juillet\)](#)

L'archive de *Quotidien* qui tombe très mal pour Macron

Un utilisateur de Twitter vient de remettre la main sur l'interview d'Emmanuel Macron, alors candidat à la présidence de la République, pour l'émission *Quotidien* sur TMC. Le favori des sondages s'était alors engagé avec fermeté pour les sanctions hiérarchiques en cas de violences policières, allant du commissaire... au ministre.

Source : [Huffington Post \(21 juillet\)](#)

Voilà une belle promesse non tenue : l'impunité règne au plus haut sommet de l'État.

Manuel Valls vole au secours de Macron

L'ancien Premier ministre, qui lorgne la mairie de Barcelone avec une cuisante défaite à la clef d'après les sondages, juge « irresponsable » la « mise en cause » d'Emmanuel Macron.

Source : [Valeurs actuelles \(24 juillet\)](#)

Qui se ressemble s'assemble !

Benalla a demandé un badge d'accès à l'Assemblée pour aller à « la salle de sport »

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
L'ancien chargé de mission de l'Élysée était doté d'un badge H d'accès à l'Assemblée nationale, le plus haut niveau de ce type de cartes. Seuls deux badges de ce type sont à la disposition de l'Élysée.

Source : [BFM TV \(26 juillet\)](#)

Sans doute Benalla ne pouvait-il pas se payer l'abonnement à une salle de sport avec son salaire de proche collaborateur du président de la République ? Cette excuse a le potentiel pour gagner la palme de la mauvaise foi politique 2018.

« Il sait que je travaille à la présidence » : Benalla contredit Collomb

Dans une interview au *Monde*, Alexandre Benalla a affirmé que le ministre de l'Intérieur « savait qu'[il] travaill[ait] à la présidence de la République », contrairement à ce qu'a déclaré Gérard Collomb devant la commission d'enquête de l'Assemblée.

Source : [BFM TV \(26 juillet\)](#)

Le ministre de l'Intérieur aurait en ce cas menti, ce pour quoi il serait passible d'une sanction allant jusqu'à 5 ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende. Au-delà des sanctions, comment faire encore confiance à un tel personnage ?



Emmanuel Macron, Alexandre Benalla et Gérard Collomb, le 20 juin 2017. Benjamin Cremel – AFP

Guillaume Larrivé se retire de la commission d'enquête, qui explose en plein vol

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Le corapporteur LR, l'ensemble des participants LR ainsi que ceux de la France insoumise ont annoncé la suspension de leur participation. Ils dénoncent une mascarade car des personnes clés de l'Élysée n'ont pas été entendues. Ils suspectent les députés LREM de préparer un rapport malhonnête.

Source : [Huffington Post \(26 juillet\)](#)

Macron se moque ouvertement de la bonne tenue de la commission d'enquête. Que les députés de l'opposition fassent leur travail et aillent « [le] chercher » avec l'article 68 de la Constitution.

L'affaire Benalla révèle l'existence d'un autre obscur « chargé de mission » : Ludovic Chaker

Quel est le rôle exact de ce chargé de mission auprès de l'état-major particulier, une des institutions les plus secrètes de la République ? Jean-Dominique Merchet tente de retracer le parcours flou de ce proche d'Emmanuel Macron et d'Alexandre Benalla.

Source : [l'Opinion \(26 juillet\)](#)

RT France a également [mené l'enquête sur Ludovic Chaker](#).

Face à Trump, Juncker roule pour les Allemands

La Commission et l'Allemagne accueillent avec grand enthousiasme l'annonce d'un futur « vaste accord commercial » entre l'UE et les États-Unis. L'administration américaine s'est engagée à ne pas surtaxer les automobiles à 25 %, au bénéfice de l'Allemagne. La réaction on ne peut plus glaciale de Paris montre que cet accord fait peser une menace sur la France, en matière d'agriculture particulièrement.

Source : [Libération \(26 juillet\)](#)

Trump a compris l'utilité de l'échelon européen, qui permet d'augmenter la pression sur les pays européens et de les diviser sur les questions commerciales. Il a trouvé en Jean-Claude Juncker son meilleur allié contre la France.



Jean-Claude Juncker et Donald Trump à Washington, mercredi. J. Roberts. Reuters

Steve Bannon crée une organisation pour paralyser l'Union européenne

L'ancien conseiller de Donald Trump et chantre de l'*alt right* américaine a créé avec un associé une organisation politique basée à Bruxelles dans le but avoué de saper les fondements de l'Union européenne et d'en paralyser le fonctionnement. Il compte s'appuyer sur Marion Maréchal-Le Pen en France.

Source : [Challenges \(24 juillet\)](#)

Steve Bannon connaît-il suffisamment la politique française pour s'apercevoir que le FN, dont est issue Marion Maréchal-Le Pen, n'a jamais proposé dans une seule profession de foi la sortie de l'UE ? De plus, cela fait le jeu de l'oligarchie qui souhaite perpétuer l'amalgame entre Frexit et extrême droite, afin que les Français ne se posent

Europe

Brexit : Salvini conseille à Theresa May de se montrer plus dure dans les négociations

Le ministre de l'Intérieur italien a conseillé au gouvernement britannique de s'imposer face à l'UE, qui chercherait selon lui à punir le vote des Britanniques pour le Brexit.

Source : [France 24 \(29 juillet\)](#)

Après la [Pologne](#), c'est l'Italie via son ministre de l'Intérieur qui se désolidarise de la position commune. Le front commun face au Brexit n'aura pas tenu longtemps...

La Wallonie met en vente ses aéroports de Liège et Charleroi

Poussée par la Commission européenne, la Wallonie a décidé de réattribuer les licences de gestion des deux aéroports wallons. Le gouvernement espère récolter 75 millions d'euros de la vente des infrastructures aéroportuaires commerciales à Liège et à Charleroi. Le ministre en charge, Jean-Luc Crucke, insiste pour que la région garde une minorité de blocage.

Source : [L'Echo \(23 juillet\)](#)

En Belgique comme en France, l'UE pousse à la vente des richesses nationales et à la privatisation des services publics.



Aéroport de Liège. © Dominic Verhulst / Dotch.be

Londres veut contrôler davantage les investissements étrangers

La Grande-Bretagne envisage de créer de nouveaux pouvoirs pour bloquer ou annuler les prises de contrôle d'investisseurs étrangers, de crainte que les investissements dans certains secteurs sensibles tels que la défense et les technologies puissent compromettre la sécurité nationale.

Source : [la Tribune \(24 juillet\)](#)

L'[article 63 du TFUE](#) interdit le contrôle des flux de capitaux. Avec le Brexit, le Royaume-Uni s'offre donc les moyens de défendre ses secteurs les plus stratégiques.

Armés de bâtons, plus de 700 migrants prennent d'assaut la frontière espagnole à Ceuta

Des centaines de migrants sont parvenus à franchir la double clôture séparant le Maroc de l'enclave espagnole, mais aussi l'Afrique de l'Union européenne. Cet assaut est le plus violent et le plus massif depuis février 2017.

Source : [RT \(26 juillet\)](#)

Il est quand même étonnant que les grands médias français aient gardé le silence sur cette affaire qui soulève de nombreuses interrogations : à commencer par le fait de savoir si les dirigeants des pays européens ont encore la volonté et les moyens de faire respecter les lois sur l'entrée d'immigrants illégaux sur le territoire des pays qu'ils dirigent.

Afrique du Sud : sommet des BRICS

Le groupe des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) s'est réuni pour son dixième sommet depuis sa formation, en 2009, dans la plus grande ville d'Afrique du Sud, Johannesburg, du 25 au 28 juillet. Les discussions ont notamment porté sur les innovations technologiques dans tous les secteurs de la quatrième révolution industrielle.

Source : [Jeune Afrique \(27 juillet\)](#)

Technologies numériques, nanotechnologies, robotique, intelligence artificielle, cryptomonnaies (comme substitut au dollar) : la coopération s'intensifie entre les pays membres, avec un rôle accru de l'Inde. La France ne pourrait-elle pas bénéficier d'une telle dynamique ?



Les présidents indien, chinois, sud-africain, russe et brésilien lors du dixième sommet des Brics. © DR / Brics

La guerre commerciale de Trump au cœur du sommet

En amont de cette réunion, les puissances émergentes avaient donné le ton en dénonçant en juin le « protectionnisme » des États-Unis qui « mine la croissance mondiale ».

Source : [Romandie \(24 juillet\)](#)

Monde

Élections législatives au Pakistan

L'ancienne star du cricket Imran Khan (qui a gagné la coupe du monde en 1992 en tant que capitaine de l'équipe nationale) vient de remporter les élections législatives de la République islamique du Pakistan (plus de 220 millions de citoyens), le 27 juillet. Avec un parti remportant la majorité (non absolue) des sièges au Parlement, il devrait être

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
logiquement nommé Premier ministre. Ses principaux adversaires ont tous dénoncé des fraudes, et les observateurs de l'Union européenne ont émis de sérieuses critiques touchant les modalités de l'élection durant la campagne.

Source : [le Monde \(27 juillet\)](#)

Imran Khan, contrairement aux précédents dirigeants pakistanais, n'est pas vraiment issu du « sérail » de l'élite locale. Dans un pays miné par une corruption et une violence endémiques, il donne à beaucoup l'espoir d'un changement, mais cet espoir se concrétisera-t-il pour de bon ? Alors que l'armée joue un rôle fondamental, il aura fort à faire pour résoudre le dossier délicat des relations avec les talibans d'Afghanistan et ménager ses liens traditionnels avec la Chine et les États-Unis (son pays a rejoint en 2018 l'Organisation de coopération de Shanghai). Il a notamment annoncé une politique de détente envers le voisin indien, auquel un conflit oppose le Pakistan dans la région à propos de la frontière contestée du Cachemire.



Imran Khan se déclare victorieux dans une allocution télévisée, avant même l'annonce des résultats, à Islamabad (Pakistan), le 26 juillet. TEHREEK-E-INSAF / AP

Équateur : Julian Assange menacé d'être livré aux autorités anglaises

Fondateur de Wikileaks, Julian Assange avait notamment permis de faire connaître les révélations de Chelsea Manning sur les victimes civiles de la guerre de l'OTAN en Irak et en Afghanistan. Le lanceur d'alerte Julian Assange est réfugié depuis six ans dans l'ambassade de l'Équateur à Londres. Le président équatorien Lenin Moreno vient de déclarer qu'il devrait quitter les lieux prochainement.

Source : [Sputnik \(27 juillet\)](#)

Ancien bras droit de Rafael Correa (qu'il essaie de rendre inéligible à l'avenir), Lenin Moreno a viré sa cuti et

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro adopté une politique beaucoup moins « bolivarienne » et nettement plus conforme aux intérêts des États-Unis (où Assange est poursuivi en justice pour divulgation de secrets militaires). Il a finalement cédé aux intenses pressions diplomatiques dont il était l'objet. L'UPR, qui travaille à la restauration de la démocratie, a inscrit dans son programme la protection des lanceurs d'alerte, vigiles de la liberté contemporaine.~~

L'Alliance du Pacifique et le Mercosur veulent se rapprocher

Les quatre pays de l'Alliance du Pacifique, le Mexique, le Chili, la Colombie et le Pérou, sont convenus de chercher une meilleure intégration avec le Mercosur, au milieu des tensions commerciales mondiales.

Source : [le Point \(25 juillet\)](#)

Les menaces protectionnistes relancent les accords de libre-échange.

La France accueillera des membres des Casques blancs évacués de Syrie

Alors que l'opération d'évacuation des membres des Casques blancs de Syrie « prévoit leur réinstallation dans des pays tiers », Paris a décidé de « prendre sa part dans l'accueil des Casques blancs et de leurs familles », a annoncé lundi le Quai d'Orsay. Le ministère syrien des Affaires étrangères a qualifié l'évacuation des membres de l'ONG Casques blancs d'« opération criminelle » et a estimé qu'elle démontre le soutien de ces pays aux terroristes en Syrie.

Source : [Sputnik \(23 juillet\)](#)

Les Casques blancs ont eu pendant la guerre de Syrie un rôle pour le moins trouble, relevant bien plus du montage vidéo servant à la propagande occidentale que de l'aide réelle aux populations. En vertu de quoi la France doit-elle encore accueillir ces Syriens-là ?

La Russie va renforcer sa marine avec 26 nouveaux navires en 2018

Dont quatre bâtiments équipés de missiles de croisière Kalibr d'une portée de 1 900 km. Vladimir Poutine a souligné que la flotte russe avait déjà reçu cette année quatre navires de surface, un bateau anti-sabotage et trois navires ravitailleurs.

Source : [Romandie \(29 juillet\)](#)

La Russie, menacée à ses frontières par l'OTAN, renforce sa capacité de projection et de contrôle des mers, dans une course aux armements dominée par les États-Unis, qui ont toujours de loin le plus gros budget militaire mondial. Quoi que puissent dire ses détracteurs, Vladimir Poutine restera dans l'histoire comme l'homme qui aura redressé la Russie, tombée au fond du gouffre sous l'ère Eltsine, et qui lui aura redonné son statut de grande puissance.

Le président russe Vladimir Poutine participe au Jour de la marine sur la Neva à Saint-Pétersbourg, le 29 juillet 2018 / © SPUTNIK/AFP / Mikhail KLIMENTYEV

Divers

Entretien d'actualité avec François Asselineau no 66

[00:08](#) L'affaire Benalla

[28:25](#) Réforme constitutionnelle

[32:43](#) Brexit

[39:57](#) Happychic et le CICE

[42:59](#) Macron



--

Vos retours et propositions d'articles sont les bienvenus sur selection_infos@upr.fr.

Pour changer les choses, nous vous invitons également à partager massivement cette revue de presse ! En pratique, nous vous proposons d'envoyer à toutes vos connaissances, dans un courriel la photo à la une et son commentaire, suivis du lien sur cette revue de presse (l'utilisation de la copie cachée est recommandée). Vous pouvez aussi recevoir chaque semaine le courriel prêt à diffuser sur simple demande à selection_infos@upr.fr.

Pensez à *partager massivement* cette revue de presse à vos amis et connaissances !



Coordination de la revue de presse : David Pauchet

Rédacteurs : Alexis Comte, Antoine Carthago, Maxime Forner, Thierry Lacour, David Pauchet

Relecture : équipes de relecture

Validation finale : François Asselineau